

Requiem pour 2015



Place de la République, le 11 janvier 2015 Crédit photo: lapresse.ca

L'année 2015 se termine. Quelles leçons notre pays a-t-il tirées des drames de janvier? S'il est vrai que l'on ne doit juger vraiment que sur la base des résultats observables, alors la réponse est peut-être bien: aucune. En France, avant même que l'on ait enterré les 130 morts du 13 novembre, le locataire de l'Élysée annonçait une réforme constitutionnelle. Outre le fait qu'une telle annonce à un tel moment constitue à peu près le contraire de la résilience, le contenu de ladite réforme crée aujourd'hui un mélodrame politique où l'on voit les composantes de la gauche s'entredéchirer tandis que le Front National, pragmatique, commence à capitaliser ce qu'il considère comme le succès de son influence. Cela survient alors même que l'on peine à comprendre en quoi une mesure comme la déchéance de nationalité pour les terroristes binationaux, même nés en France, aurait pu, si elle avait existé en amont, sauver les vies perdues en janvier et novembre. En revanche, cette mesure sans effet opérationnel positif prévisible sera sans nul doute exploitée comme outil de recrutement par les mouvements jihadistes, qui expliqueront

à leurs prospects concernés que l'égalité gravée au fronton des mairies n'est qu'hypocrisie, puisqu'ils peuvent être exclus de la communauté nationale et moi pas...

Sur la scène internationale, notre pays s'illustre dans des farces où l'on négocie la paix en l'absence et en dépit de ceux qui, sur le terrain, en détiennent seuls les clefs. Ceux-là qui, contrairement à nous, font la guerre à la poursuite de buts politiques bien précis, et n'entendent donc pas faire la paix tant qu'ils ne les auront pas atteints! Nos opérations militaires au Moyen-Orient se poursuivent dans la stricte continuité de ce qu'elles sont depuis le 20 septembre 2014, soit une goutte d'eau dans l'océan que constituent les contributions US à la coalition. Au Sahel, nos maigres forces servent de douane volante – et même parachutiste – de luxe sur des étendues monumentales tandis qu'au Mali, notre ministre de la Défense qualifie de soubresauts la multiplication des attaques liées à al-Qaeda et leur expansion dans le sud alors que, l'an dernier, elles restaient encore cantonnées au nord du pays. De l'art de tordre les faits pour leur faire épouser les contours de la geste officielle artificiellement rassurante. Je mets par ailleurs quiconque au défi de décrypter, dans le discours de nos dirigeants, l'état final recherché qui préside à chacun de ces engagements militaires: de quoi la victoire aurait-elle l'air? Silence de mort. La Russie, dans la même année, sera passée du rang de menace existentielle que l'on sanctionne à celui de partenaire incontournable contre le terrorisme – dont elle n'a clairement pas la même définition que la France, mais qu'importe... Nous ne nous appesantirons pas ici sur les variations cyclotomiques du discours de notre ministre des Affaires étrangères à propos de Bachar al-Assad, promu de la condition de boucher qui « *ne mériterait pas d'être sur la terre* » à celle de chef d'Etat dont on « *ne veut pas dire (qu'il) doit partir avant même la transition* ». Passons sur nos fantasmes démocratiques chantés haut et fort en Ukraine mais bien vite douchés et rasés de frais à l'heure d'êtreindre le dictateur Sissi en Egypte. Mes

aïeux, que de contradictions, que de biais... Quel fouillis!

Aux yeux du citoyen attentif, la construction et l'expression de la volonté politique en France – et ailleurs, mais commençons par chez soi... – n'ont que rarement revêtu un aspect aussi malaisément compréhensible. Osons le mot: aussi opaque. Cette opacité est le carburant des pires soupçons pesant sur une classe politique et un appareil d'Etat perçus comme l'expression d'une caste hermétique et prosaïquement centrée sur les carrières de ses membres. Cette opacité est le ciment des pires théories complotistes qui, au terme d'approches scientifiquement inqualifiables, trouvent un certain crédit auprès d'une opinion blasée que de moins en moins de sottises font sursauter. Or, un peuple conscient et éclairé constitue la base de toute démocratie. Le peuple choisit, le peuple sanctionne, mais si le peuple ignore les clefs de lecture de ce sur quoi il doit faire porter son jugement, il devient alors l'instrument inconsciemment servile des stratégies de communication. J'attire d'ailleurs l'attention du lecteur sur la maigreur quantitative et qualitative de la communication étatique dans le domaine de la lutte contre la propagande jihadiste. Et je l'invite à s'en souvenir quand il aura l'occasion de la comparer à la machine communicante qui va se mettre en route en amont des élections présidentielles de 2017.

L'environnement médiatique est devenu extrêmement complexe. Aux grands titres, pas toujours très objectifs, de la presse écrite et audiovisuelle, d'autres vecteurs d'information sont venus s'ajouter. Notamment les réseaux sociaux, les sites de diffusion de vidéos, les forums et les blogs. L'information est plus massive que jamais, largement accessible au plus grand nombre. Tout cela relève de la liberté de s'exprimer et de s'informer, dans un contexte où les moyens de se faire entendre sont plus nombreux et plus puissants que jamais. Mais où sont les filtres permettant au lecteur et à l'auditeur de distinguer aisément, parmi ces contenus abondants et

disponibles, ce qui relève, d'une part, de l'approche centrée sur des réalités objectivement validées et, d'autre part, la foutaise rendue confortable par le charisme de celui qui la chante? Il n'y a pas de réponse toute faite à cette question. Il n'existe pas, et il ne doit pas exister d'autorité habilitée à coller des macarons « sérieux » ou « nul à scier » sur les publications des médias, qu'ils soient « mainstream » ou d'émanation « populaire ». Mais on trouve dans la devise de la République un mot qui, si l'on veut bien lui donner corps à travers des actes, pourrait aider à bâtir une réponse vivante et capable de s'adapter aux évolutions de notre monde.



Statue de la Fraternité,
place de la République à
Paris

Fraternité... En 2015, à travers mon activité de blogueur et mes modestes travaux sur certaines sales guerres qui font l'actualité, j'ai eu la grande chance de pouvoir interagir avec des personnes remarquables. Nos échanges ont pu être agréables, drôles, touchants, mais aussi, parfois, houleux. Quand on a du caractère, on l'a mauvais, disait Clemenceau.

Qu'importe puisque dans le fond, nous nous respectons et partageons un socle de valeurs communes. Il y a là des journalistes, des universitaires, des militaires, des analystes, des hommes et des femmes politiques – de droite et de gauche. Mais aussi des gens qui ne sont rien de tout cela. Des citoyens animés par l'envie de savoir, de connaître, de comprendre et de partager. Des gens qui croient, en toute humilité, que lorsqu'une réalité lourde de conséquences leur a sauté aux yeux parce qu'ils ont posé les bonnes questions à qui savait, ils doivent la partager, tout simplement pour que la pensée circule, fasse son chemin, plutôt que de stagner en eux, vaine et stérile. L'être humain, être social dans toute sa splendeur. Vous que je décris dans ces lignes, vous vous reconnaîtrez. De nos prises de bec, de nos rigolades, des connaissances et des émotions que nous avons partagées, j'ai acquis une conviction. En opposant, parmi nous, ceux qui ont la « légitimité académique » à ceux « qui ne l'ont pas », ceux qui « sont sur le terrain » à ceux « qui n'y sont pas », ceux « qui ont un CV » à ceux « qui n'en ont pas », on oppose la chaîne au pédalier, le cadre au guidon et les roues aux freins. Mais en activant les échanges vivants et concrets entre ceux qui conduisent une démarche scientifique, ceux qui informent au jour le jour et ceux qui sont censés mettre tout cela à profit pour choisir ou sanctionner leurs dirigeants, on produira des effets positifs. En refusant l'esprit de caste tout en respectant la spécificité de chacun et la complémentarité de tous, on tiendra une chance de corriger de manière citoyenne et pacifique les conséquences des errements politiques aujourd'hui patents. Car ces derniers sont, à n'en pas douter, causés par cette même forme d'hermétisme dont, je crois, nous devons nous garder.

Pour votre serviteur, cette année 2015, constellée de drames humains considérables, aura apporté au moins une satisfaction. Kurultay.fr n'est plus l'espace d'expression d'un seul homme mais d'une équipe aux profils variés. Une équipe restreinte. Juste trois. Mais des valeurs communes et surtout pas de

pensée unique. Ceci dit, nous ne nous interdirons pas d'accueillir de temps en temps un invité si l'occasion s'en présente. Parce que ce n'est pas faire n'importe quoi que d'ouvrir portes et fenêtres, de partager le gîte et le couvert, mais surtout de faire circuler la pensée pour alimenter le fragile ruisseau du sens critique.

Bien à vous,

Jean-Marc LAFON

Attentats de Paris: après le temps des larmes



La BRI près du Bataclan le 13 novembre 2015. Kamil Zihnioglu/AP/SIPA

Vendredi 13 novembre 2015, la France métropolitaine a subi

l'attaque terroriste la plus meurtrière de son histoire, avec 130 morts et 351 blessés à l'heure où ces lignes sont écrites. Ont été visés la salle de spectacle du Bataclan, des cafés, et le Stade de France où se jouait un match amical entre les équipes de France et d'Allemagne de football en présence du président de la République... Les assaillants ont conduit leur opération selon un scénario redouté, envisagé par les services de sécurité, mais inédit dans l'Hexagone: des actions simultanées, en divers endroits de Paris, visant à tuer le plus de monde possible. A l'arme automatique pour commencer. Puis par l'action suicide pour finir, au moyen de gilets explosifs chargés de TATP (1). L'organisation Etat Islamique (EI) a revendiqué l'opération.

Allah a facilité à nos frères et leur a accordé ce qu'ils espéraient (le martyr), ils ont déclenchés leurs ceintures d'explosifs au milieu de ces mécréants après avoir épuisé leurs munitions. Qu'Allah les accepte parmi les martyrs et nous permettent de les rejoindre. Et la France et ceux qui suivent sa voie doivent savoir qu'ils restent à les principales cibles de l'Etat Islamique et qu'ils continueront à sentir l'odeur de la mort pour avoir pris la tête de la croisade, avoir osé insulter notre Prophète, s'être vantés de combattre l'Islâm en France et frapper les musulmans en terre du Califat avec leurs avions qui ne leur ont profité en rien dans les rues malodorantes de Paris. Cette attaque n'est que le début de la tempête et un avertissement pour ceux qui veulent méditer et tirer des leçons.

Extrait de la revendication en français
émise par l'EI le 14 novembre 2015

Le caractère extrêmement choquant des faits suscite évidemment l'effroi à très grande échelle. Le deuil nécessite du temps, mais la société française a-t-elle, justement, le temps de s'y consacrer entièrement? Sans doute pas. Ces attaques concrétisent une problématique sécuritaire à tel point majeure qu'il ne sera jamais trop tôt pour chercher à en comprendre les ressorts profonds, et à identifier les moyens d'y faire face. Or, l'urgence tend à gêner la réflexion... Dès le 16 novembre, soit trois jours après le drame, François Hollande s'est exprimé devant le parlement réuni en congrès pour

évoquer des adaptations structurelles et institutionnelles en vue de faire face à la menace. Le mot « guerre » a très clairement été utilisé pour définir ce qui se passe. Si l'unité face à l'adversité est nécessaire, le maintien en état d'éveil du sens critique reste un fondement essentiel de la citoyenneté. Qu'il nous soit donc permis ici de réfléchir un peu à quelques données du problème. Car après le temps des larmes vient celui des réflexions qui conditionnent l'avenir.

Balisage sémantique et conceptuel

Du terrorisme

Tout d'abord, tentons de définir le mot « terrorisme », que l'on entend désormais à longueur de journée. Le terme découle de la période sanglante de la Révolution française nommée « la Terreur ». Ainsi le dictionnaire Littré, consultable en ligne, définit-il le mot « terrorisme » comme suit : *système de la terreur, pendant la Révolution française*. Le terme « terroriste », lui, est donc logiquement défini comme *partisan, agent du système de la terreur*. Le terrorisme puise donc ses sources dans cet épisode de l'histoire qui fut une rencontre organisée, systémique, à grande échelle et loin du champ de bataille, entre la politique et la violence. Beaucoup plus près de nous, la politologue Louise Richardson voit dans le terrorisme une *violence dirigée contre des non-combattants ou des cibles symboliques, afin de communiquer un message à une plus large audience. La caractéristique clé du terrorisme est le fait de viser délibérément des innocents pour transmettre un message à une tierce partie* (2). Selon Tamar Meisels, également politologue contemporaine, le terrorisme est *l'assassinat au hasard de non-combattants sans défense dans l'intention d'inspirer la peur du danger de mort parmi une population civile, en tant que stratégie visant à faire*

progresser des fins politiques (3). En somme, l'on converge sur l'idée qu'il s'agit de frapper des non-combattants pour générer de l'effet politique en employant la terreur comme bras de levier. De tout cela, il faut, je crois, déduire que le terrorisme n'est pas une opinion politique, ni un jugement de valeur. Le terrorisme est un moyen, un outil que, parmi d'autres modes d'action, l'on oriente vers un but. Un but de nature politique. **Synthèse: ceux qui ont déchaîné toute cette violence dans Paris l'ont fait pour atteindre des buts politiques.**

De la guerre

« Guerre » est un autre terme largement employé ces jours-ci, et dont la portée doit être clairement comprise si l'on se prétend citoyen d'une démocratie. Ce cher et vieux dictionnaire Littré nous propose la définition suivante du mot « guerre »: *la voie des armes employée de peuple à peuple, de prince à prince, pour vider un différend*. Quelle est la nature des différends opposant les peuples et/ou leurs dirigeants? Politique, sans nul doute. Qu'il s'agisse du tracé d'une frontière, de la captation d'une ressource, de la promotion d'un système de gouvernance... c'est quand le différend politique bute sur l'intransigeance – contrainte ou délibérée – d'une des parties que la confrontation des volontés change de registre et devient violente. Ainsi Carl Von Clausewitz prêtait-il, dans son célèbre « De la Guerre », deux principes fondamentaux au concept:

- « *La guerre n'est rien d'autre qu'un combat singulier à grande échelle* ».
- La guerre est « *un acte de violence dont l'objet est de contraindre l'adversaire à se plier à notre volonté* ».

Synthèse: la guerre implique qu'au moins deux groupes sociaux rassemblant, chacun, de nombreux individus, recourent à la violence afin de plier la partie adverse aux exigences qu'elle

rejette. C'est la confrontation violente de volontés politiques.

Sommes-nous en guerre?

On entend ici et là que nous ne serions pas en guerre, que le terme serait exagéré. C'est oublier quelques faits indiscutables. Premièrement, la France bombarde l'EI, à la fois en Irak et, plus récemment, en Syrie. Deuxièmement, l'EI a décapité un otage français en septembre 2014, et revendiqué des actes de terrorisme en territoire français – depuis les actions d'Amedy Coulibaly en janvier 2015 jusqu'aux récentes attaques du 13 novembre à Paris. Les bombardements aériens font partie des moyens dédiés à la conduite de la guerre. Si l'on s'entend sur les définitions respectives de la guerre et du terrorisme énoncées ci-dessus, le terrorisme est, lui aussi, un outil déployé lors de la confrontation violente de volontés politiques. Un outil de guerre. C'est donc bien une guerre qui sert de cadre aux échanges de coups entre la France et l'EI.

Les enjeux du « front intérieur »

Principes stratégiques guidant l'EI dans l'emploi du terrorisme

C'est bien à l'expansion d'un front intérieur que l'on assiste. Le conflit ne se restreint pas aux terres de jihad au Moyen-Orient ou en Afrique. Au contraire, plusieurs fois, crescendo, le cœur de territoires occidentaux a été visé et continuera sans doute à l'être. Quels effets l'EI entend-il produire à travers des actions comme les attentats de Paris? J'ai, sur Kurultay.fr, publié le 21 février 2015 un article

relatant ma lecture de l'un des traités qui structurent la pensée stratégique jihadiste: le Management de la Sauvagerie. On y retrouvera sans mal les principes généraux auxquels s'arriment ces opérations:

- Doctrine « faire payer le prix », déclinaison stratégique du talion.
- Provocation pour induire un engagement militaire maximal des occidentaux, idéalement au sol, afin de leur infliger des pertes humaines et financières jusqu'à les faire partir et ainsi se prévaloir de les avoir vaincus (paradigme du jihad anti-URSS en Afghanistan).
- Projection d'une image dégradée de l'ennemi, vulnérable et apeuré sur son propre territoire.



Couverture du n°12 de Dabiq, le magazine en ligne de l'EI. Le titre de cette édition, mentionné en bas de page, dénote

le caractère assumé du terrorisme pour l'EI. La couverture entend projeter l'image d'une France frappée au cœur, traumatisée, vulnérable.

Plus dans le détail, chaque type de société présentant des caractéristiques qui lui sont propres, les concepteurs d'attaques terroristes s'adaptent, et l'EI ne fait pas exception. Cette adaptation concerne le choix des cibles en fonction de leur vulnérabilité, mais aussi des effets escomptés. Les effets de l'acte terroriste sont à double sens: ils s'exercent sur l'ennemi visé, mais aussi sur les partisans et prospects de l'organisation qui en est à l'origine, auprès de qui le terrorisme a vocation à promouvoir ses commanditaires.

Effets directs recherchés via l'acte terroriste

Pour « faire payer le prix », provoquer les occidentaux, projeter l'image d'un ennemi vulnérable et faire la promotion de l'EI auprès de ses sympathisants et prospects, il est nécessaire que l'acte terroriste ait des effets sur la communauté visée et sa manière d'exister. La désertion durable des lieux publics, l'annulation des manifestations culturelles et sportives à forte fréquentation, ou encore le déploiement massif et très visible de militaires au cœur des grandes agglomérations seraient autant de symptômes permettant à l'EI de démontrer, via ses outils de communication, qu'il a marqué des points et porté la guerre au cœur de l'ennemi. Des changements institutionnels profonds intervenant directement à la suite des attentats autoriseraient l'EI à proclamer qu'il en est à l'origine, prouvant à ses partisans et prospects qu'il est capable de porter atteinte aux institutions de ses ennemis. Des actes de violence vengeresse, voire des pressions

institutionnelles, à l'encontre de musulmans non impliqués dans les attentats, permettraient à l'EI d'accroître son audience auprès d'eux en campant le rôle du défenseur des musulmans face à « l'oppresseur républicain laïc ». En somme, la terreur étant de nature compulsive, elle est susceptible d'induire toutes sortes de réactions également compulsives, irréfléchies, contreproductives, que le commanditaire de l'acte terroriste est susceptible de désirer et d'exploiter pour, à terme, fragiliser la société à laquelle il s'attaque et la pousser à la crise de nerfs. Or, dans les sociétés démocratiques en l'an 2015, l'échelon politique présente, même en temps normal, quelques signes objectifs d'obsession électorale. Et si d'aventure, chers lecteurs, vous avez oublié **ce que les attentats de Madrid (4) du 11 mars 2004 ont coûté à la majorité parlementaire et gouvernementale de José María Aznar**, soyez assurés que chaque responsable politique occidental de haut niveau en garde un souvenir tout à fait ému.

Contre-mesures

La force principale à laquelle se heurte le terrorisme est la résilience, c'est à dire la *capacité pour un corps, un organisme, une organisation ou un système quelconque à retrouver ses propriétés initiales après une altération* (5). La résilience communautaire est une caractéristique politique propre à un groupe social. Elle se fonde sur un système de valeurs, s'entretient, s'optimise et se pilote par les voies politiques et / ou spirituelles. Un des exemples emblématiques de résilience communautaire face à la terreur fut le *blitz* : la campagne de bombardement stratégique allemande sur le Royaume Uni entre le 7 septembre 1940 et le 21 mai 1941 dans le cadre de la *bataille d'Angleterre*. Les raids aériens sur Londres, Coventry, Plymouth, Birmingham, Liverpool, Cantorbéry, Exeter et Great Yarmouth tuèrent 14 621 civils, en blessèrent 20 292, et provoquèrent le déplacement de 3,7 millions d'autres sans que l'échelon politique britannique

fléchisse dans sa détermination à faire la guerre, sans que la population fasse pression sur lui pour le faire fléchir, alors que la Grande Bretagne était pratiquement seule face à l'alliance germano-italienne. Certains puissants moteurs de la résilience furent:

- L'adaptation fonctionnelle de la population sous l'impulsion des pouvoirs publics : défense passive (système, impliquant des volontaires civils, allant de l'alerte à l'organisation des secours en passant par l'orientation des personnes vers des abris, souvent improvisés, à l'approche des bombardiers), acceptation des adaptations nécessaires au maintien de la production et des services publics fondamentaux, réceptivité à la communication officielle.
- L'aptitude de l'outil de défense à contrer efficacement l'ennemi, tant via des vertus morales que des qualités tactiques et technologiques. On ne peut, à ce stade, faire abstraction de l'action des instances étatiques consistant à mettre en valeur, à travers le lien armées – nation, les succès des militaires tout en atténuant la portée médiatique négative de leurs difficultés et de leurs pertes. La confiance d'une société en ceux qui la défendent encourage la résilience.
- L'impulsion par l'exécutif d'une politique globale organisant **dans les faits** la stratégie britannique en faveur d'un état final recherché clair, ambitieux et partagé avec la population: la réduction à tout prix de l'Allemagne nazie et de l'alliance qu'elle pilotait. Une société orientée vers un but optimise sa résilience.

La résilience de la France suite aux attentats du 13 novembre 2015 s'est révélée à travers la qualité de ses services de secours et de santé, l'efficacité remarquable de ses services de police spécialisés face aux assaillants, tant dans la salle du Bataclan que lors de l'assaut de Saint Denis ou dans la conduite de l'enquête, et l'aptitude d'une vaste majorité de

la population à vaincre la panique, à reprendre progressivement ses habitudes tout en restant digne et en s'abstenant de violences aveugles et contreproductives – quoiqu'on ne soit jamais à l'abri de quelques exceptions, toujours de trop... Mais d'autres items laissent songeur. Que dire de l'exhumation à la hâte d'une révision constitutionnelle proposée par Edouard Balladur en 2007, au terme du travail de la commission qu'il présidait, visant à dépolssiérer les conditions d'application de l'état d'urgence? Comment ne pas y voir le rattrapage en voltige de huit ans de somnolence coupable au fil de deux mandats présidentiels et deux législatures? Reste que la réforme se fait en réaction, dans l'urgence, immédiatement à la suite des attentats. L'EI peut désormais se vanter d'avoir induit directement un changement institutionnel en France. Mal joué, Marianne... Que penser en apprenant que des auteurs des attentats du 13 novembre 2015 étaient connus des services belges mais pas de leurs homologues français? A l'heure où l'euro-scepticisme progresse, que dire à une population attaquée sur ses terres quand on n'a pas été capable de s'entendre, à propos de sa sauvegarde, même avec un pays européen limitrophe? Arrêtons là l'énumération de questions trop nombreuses pour figurer ici mais posons tout de même celle-ci: est-on capable, en France, de faire mieux qu'une mouture locale du Patriot Act américain, dont on ne peut pas dire qu'il ait brillé par des résultats remarquables? **La résilience s'inscrit dans le cadre stratégique. La France a-t-elle une stratégie?**



1940: des Londoniens se rendent au travail entre deux raids aériens allemands massifs. La résilience à l'œuvre.

Quid de cette guerre, au-delà de nos frontières?

Nous sommes donc en guerre et il était plus que temps de se l'avouer. La guerre est un chantier complexe, et comme tout chantier, elle doit s'appuyer sur un état final recherché (EFR). L'EFR, c'est ce qui permet de déterminer, au bout du compte, si l'on a réussi ou non ce que l'on a entrepris. C'est également ce qui permet de mesurer en chemin ce que l'on a accompli et ce qu'il reste à faire. Par exemple, l'EFR fondateur de la guerre britannique aux îles Malouines en 1982 était, en somme: « retour à l'état antérieur, et respect effectif renforcé de la souveraineté britannique sur la zone ». L'évaluation du déroulement du conflit devenait ainsi

possible, et piloter une démarche – guerre ou autre – est tout de même plus aisé quand on sait ce que l'on veut et où l'on en est. Or, comme ce fut le cas lors de la guerre en Afghanistan consécutive aux attentats du 11 septembre 2001, l'EFR est absent du discours des décideurs occidentaux, y compris français. C'est fâcheux. Car le succès se mesurant par rapport à l'EFR, sans EFR, pas de victoire possible. Les frappes aériennes ne sont pas une fin en soi, elles sont un outil. Au service de l'EFR. Quand il y en a un...

Depuis la reprise de leurs activités militaires en Irak en 2014 jusqu'à ce funeste 13 novembre 2015, les Etats-Unis ont un peu donné l'impression de se contenter d'un chaos d'où n'émergeait aucune puissance dominante susceptible de leur poser un vrai problème existentiel (4). Et les puissances telles la France ou la Grande Bretagne, par exemple, ont semblé tenter d'exister à travers quelques spécificités tout en suivant un peu à tâtons l'allié américain. Les causes de fond d'un EI enkysté ne semblent guère traitées. En Irak, par exemple, l'armée nationale peine à se construire. Et c'est bien normal vu le contexte. Les milices confessionnelles en plein boom, inféodées à des puissances voisines, ont beaucoup plus vocation à servir la prospérité de leurs chefs que la raison d'Etat, lequel Etat est gangréné par un degré de corruption à peine imaginable. Pas évident d'envisager *la mort comme hypothèse de travail* (6) pour des soldats à qui leur employeur n'inspire qu'une estime toute relative. Quand l'eau courante et l'électricité ne fonctionnent que par accident, de même que l'ensemble des services publics, et quand les seigneurs de guerre combattant au profit de Bagdad se livrent à des exactions valant peu ou prou celles que l'on reproche à l'EI, certaines populations sunnites en viennent à considérer que vivre sous la domination de l'EI peut finalement leur procurer certains avantages. Notons que parmi l'abondante propagande de cette organisation, le développement des services publics et des infrastructures civiles occupe une place considérable. Pour mettre à mal une telle organisation,

il faut emporter un minimum d'adhésion de la part des populations. Que fait-on en la matière? Mystère... Par ailleurs, les frontières, issues du partage des territoires après la dislocation de l'empire Ottoman, font cohabiter des communautés entre lesquelles des antagonismes majeurs ne font que s'amplifier. Que fait-on? Pas grand-chose. D'ailleurs, le maintien des frontières en leur état antérieur au printemps arabe semble être le seul semblant d'EFR transparaissant dans les discours de tous les Etats impliqués. Enfin, reste le cas Bachar al-Assad. Son régime favorisa la circulation de jihadistes en direction de l'Irak occupé par les Américains. Quand l'insurrection de 2011 s'amplifia, se nourrissant pour bonne part de la surréaction militaire et policière, de nombreux prisonniers jihadistes furent libérés de la prison syrienne de Sednaya, sans doute délibérément à des fins de déstabilisation. On entend aujourd'hui qu'il faudrait s'allier avec Assad pour vaincre l'EI. S'allier avec une cause pour détruire ses conséquences. Se mettre à fumer pour vaincre le cancer du poumon... Et pourtant, quand on prétend resserrer la coopération en Syrie avec la Russie, alors même que la Russie se bat pour préserver le régime syrien, n'est-ce pas là que l'on va, au nom de pseudo-évidences sur le très court terme? Par ailleurs, ces années où l'on s'est privé de pratiquement tout dialogue avec le régime syrien posent question à l'observateur un tant soit peu objectif. Car si l'on part du principe que l'on ne doit dialoguer qu'avec ses amis et ses alliés, à quoi sert la diplomatie? **La stratégie s'inscrit dans le cadre politique. La France a-t-elle une politique au Moyen Orient et en Afrique?**

Certains ne manqueront pas de remarquer que le présent article ne livre pas de recette, de plan de bataille, de trame stratégique. Non, il vient juste là pour poser quelques questions. Car faute de se poser les bonnes questions, on n'est pas près de trouver les bonnes réponses. Et c'est bien dommage car la cadence à laquelle les têtes tombent jusque dans Paris tend à s'accélérer dangereusement.

Jean-Marc LAFON

(1) TATP: peroxyde d'acétone. Explosif produit artisanalement, puissant mais instable, utilisés dans certains engins explosifs improvisés et attributs dédiés aux attentats suicide.

(2) « *Terrorists as Transnational Actors* », *Terrorism and Political Violence* par Louise Richardson,

(3) *The trouble with terror: the apologetics of terrorism – a refutation* par Tamar Meisels

(4) Le 11 mars 2004 au matin, trois jours avant les élections générales espagnoles, une cellule islamiste locale commettait une série d'attentats à la bombe contre des trains de banlieue madrilènes, tuant 191 personnes et en blessant 1858. José María Aznar, qui espérait être réélu malgré son impopulaire soutien à la guerre en Irak, imputa les attentats à l'ETA et fut battu aux élections, soupçonné d'avoir voulu manipuler l'opinion.

(5) *The Influence of Relational Competencies on Supply Chain Resilience: A Relational View* par A. Wieland et C.M. Wallenburg, *International Journal of Physical Distribution & Logistics Management*

(6) *Sous le feu : La mort comme hypothèse de travail*, par Michel Goya, éditions Tallandier